

Revenir après la guerre ou le rêve de rentrer dans « l'ordre »

Gauthier Alexandre Herrera
Docteur en sciences de l'information
et de la Communication
ICOM, Lyon 2.

*Ceci est un *document de travail* non définitif.

1. En août 2012, le chef d'État Juan Manuel Santos annonce au pays que la « clef de la paix » est à portée de main. Par ces mots, il signifiait aux citoyens que l'entrée dans une période de négociation avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) était envisageable. À la fin de son mandat présidentiel, M. Santos mobilisa toutes les ressources politiques, y compris des mouvements sociaux de gauche, pour se faire réélire en vue d'un second mandat (HERRERA, 2021). L'enjeu n'était pas mineur car une partie importante de la population est récalcitrante à des accords avec l'insurrection armée. Ces dialogues, qui ont finalement abouti en août 2016, devaient être ratifiés par référendum (on en connaît le résultat : 50,21% en faveur du NON). Des campagnes d'opinion en faveur du OUI ou du NON, ont donné lieu à un fort débat médiatique car il s'agissait de conquérir l'électorat. Une fois signés les accords, les leaders rebelles espéraient laisser derrière eux la guerre et rentrer dans la « normalité » de la vie politique démocratique. Mais, ce pacte a été difficilement accepté par une partie de la population qui refuse l'entrée de ces membres dans la société. Une fois insérés dans la vie civile, en 2017, les guérillas FARC-EP sont devenues le parti politique Force Alternative Révolutionnaire Commune -tout en gardant l'acronyme FARC-. Mais en 2021, lors du second congrès du parti, les FARC devient le Parti des Communs¹.
2. Dans ce travail nous nous intéressons aux discours des ancien.ne.s militant.e.s des FARC déployés dans un champ social (qui peut être l'espace public, la politique, etc.) afin de justifier et d'affirmer leur existence politique. Nous nous intéressons de manière plus précise à savoir en quoi les ressources discursives mobilisées par le Parti des Communs (PC) rendent légitime leur lutte politique tout en donnant limites à leur identité collective ? Comme il s'agit des acteurs qui rentrent officiellement comme parti politique dans l'institution démocratique en 2017, une deuxième question doit être examinée si nous nous intéressons aux discours légitimant l'action politique des « nouveaux acteurs ». Car Selon Pierre Rosanvallon « *La démocratie impliquant de considérer chaque individu comme porteur de droits irréductibles, le consentement de tous est la seule garantie indiscutable du respect de chacun* » (2008, p. 33). Ce principe individualiste (mais aussi électoral) exprime, dans notre cas d'étude, l'absence de légitimité du parti politique ; car le référendum a montré que ce parti ne bénéficie

¹ AFP, « En Colombie, la FARC devient le Parti des Communs », Le Temps, 25 janvier 2021 (consulté le 15 juillet 2021).

pas du « consentement de tous ». Situation qui est toujours d'actualité à nos yeux si l'on décline le fait que seulement 11,7 % des Colombiens se déclare de gauche² mais aussi au vu des difficultés éprouvées par le parti à se faire accepter sur les réseaux sociaux et par les médias traditionnels. Néanmoins le PC fait partie de la vie politique du pays et cela doit interpellier le fonctionnement propre de la démocratie colombienne. Celle-ci doit se reconfigurer du fait qu'une ancienne guérilla fait dorénavant partie de la scène politique. C'est pourquoi cette deuxième question cherche à savoir en quoi la notion « d'acteur politique » des anciens membres des FARC interroge la notion de démocratie institutionnelle ?

3. Pour répondre à ces questions nous avons fait le choix d'interviewer cinq membres de l'actuel PC plus un exilé politique ; ancien consultant lors des dialogues de paix en 2012. Tous ces six individus étaient des membres des FARC-EP pendant des décennies. Ils étaient des combattants et occupaient divers rangs dans la hiérarchie de la structure militaire ; allant de commandants jusqu'aux soldats, clandestins ou non, de l'ancienne guérilla. Les cinq premiers ont signé des accords de paix et ont rejoint le parti PC, le sixième, considéré ex-prisonnier politique est en exil depuis 2017. Le choix pour les interviewer s'est fait à partir d'un échantillon aléatoire, car nous ne connaissions pas au préalable ces individus. Nous avons enquêté notre entourage, particulièrement le monde des défenseurs des droits humains en Colombie qui nous ont proposé de rencontrer ces personnes parmi des centaines d'autres. Il s'agissait des individus qui remplissaient au moins trois critères : avoir participé dans les FARC pendant la période de confrontation avec l'État, être insérés dans la vie civile et continuer à participer de la vie politique (formelle ou informelle). Il s'agit des trois femmes (L.O. ; V.B. ; O.L.M) et trois hommes (M.G. ; Y.A. ; H.C.) qui continuent à se positionner vis-à-vis de la construction de la paix avec l'ancienne guérilla et l'État. Une des faiblesses de cette procédure est la représentativité de notre échantillon. Alors, faute de ne pas pouvoir interviewer les plus de 13 milles membres des FARC qui ont signé l'accord de paix, nous avons fait un choix par le biais de la synecdoque. Comme aucune de nos substances sont « pures », car à chaque configuration se révèlent des courtes variations, notre échantillon nous permettra, par ce petit exercice, de nous rapprocher d'une manière qui exprime en quelque sorte la pensée collective. Comme le dirait Becker (en suivant Hunter) en parlant du choix de l'échantillon : « *Ce ne sont pas ici les proportions qui nous intéressent, mais la manière dont les parties d'un tout complexe peuvent en relever un plan d'ensemble* » (Becker, 2002, p. 123). Nous pensons que ce choix d'échantillon, pour être aléatoire, nous éloigne d'une position biaisée. Car ces individus, qui ont une trajectoire semblable à celle des milliers d'autres individus, de par leur choix de guerre, mais aussi leur choix de paix, enfin, ces individus peuvent en constituer un

² Enquête statistique sur la culture politique des Colombiens, DANE, Colombie, 2019. <https://www.dane.gov.co/index.php/comunicados-y-boletines/estadisticas-sociales/cultura-politica>

modèle analysable, mais non généralisable, des éléments de la pensée collective qui traverse le PC.

4. Nous avons donc constitué un corpus énonciatif. Avant, les paroles produites par les interviewés n'existaient pas sous cette forme. Mais par l'entretien, elles matérialisent une représentation sociale qui donne corps à une réalité pragmatique. Ainsi, les discours cristallisés dans notre corpus expriment le vécu d'un groupe donné, en l'occurrence celui des FARC-EP et de leur continuité comme Parti des Communes. Le fait de faire l'exercice de penser l'expérience de la paix et de la guerre implique déjà une interprétation du sens qui donne forme à la réalité représentée. Parce que dans la vie sociale toute utilisation du langage est « un acte » (Butler, 2008), faire parler des « témoins privilégiés » de la guerre et de la paix nous permettra de nous rapprocher à des réponses à nos questions. Par ailleurs, les énonciations développées par nos interviewés répondent à leur prise de position publiques du fait qu'ils ont répondu à notre demande en tant qu'anciens membres des FARC-EP. Pour développer notre analyse, nous avons fait le choix de construire l'entretien en deux parties. La première obéit à l'intérêt pour comprendre leur trajectoire individuelle afin de chercher à savoir quels étaient les « acteurs » ou les « dispositifs » qui ont déterminé leur choix de « construire la paix » dans la confrontation armée. La deuxième partie de l'entretien s'est intéressée à savoir comment les interviewés se représentaient la paix après les accords signés. Ainsi pour répondre aux deux questions qui font l'objet de ce travail, et sans établir des catégories au préalable, nous avons construit un tableau qui nous permettait de classer et d'organiser les divers éléments : par exemple de relever les « valeurs » énoncées par les interviewés dans leur récit. Ces valeurs peuvent être représentées par des notions telles que : « conscience de classe », « idéal révolutionnaire », « mémoire collective », « héros » ou « victimes » parmi d'autres. Ensuite, nous avons relevé les caractéristiques qui les entouraient, par exemple à l'aide des adjectifs et du cotexte énonciatif pour ainsi identifier *le sujet valorisé* qui peut correspondre par exemple à « classe populaire », « les femmes », « la militance », « le peuple » ou « le leader » parmi d'autres. Il faut dire que tous ces éléments n'étaient pas identifiés en amont mais qui sont issus du processus de retranscription et d'analyse des entretiens.
5. Quant à notre méthode d'analyse nous avons conscience des difficultés d'appliquer l'analyse de discours à des entretiens. C'est pourquoi nous avons privilégié le croisement à mi-chemin entre l'analyse argumentative et la sémio-pragmatique. La première permettra de mettre en évidence les arguments déployés dans l'acte de communication qui en constitue notre échange. La deuxième se rapproche de la production du sens qui s'est opérée dans l'acte de communication. Car les arguments déployés par l'émetteur (l'interviewé) ont une signification qui est en constante interaction avec le récepteur (le chercheur). Nous prenons donc le

processus même d'interview comme un *espace de communication*³ en soi. Car l'analyse d'exercice d'entretiens avec ces acteurs implique de tenir compte des contraintes : « *qui régissent la construction des actants de la communication et la façon dont ils sont conduits à produire du sens* » (Odin, 2011, p. 21). Cela du fait qu'une certaine séparation se produit entre le chercheur et l'interviewé qui pourtant se retrouvent dans le même espace de communication. Ainsi, pour l'émetteur il existe des « contraintes » qui doivent l'induire à faire un certain type de lecture, que sera à son tour pris dans des hypothèses au moment de la réception de l'information. Afin de répondre à nos deux questions principales, nous aborderons notre analyse en deux parties. La première observe l'argumentaire qui régit le processus de recherche de légitimité et sa façon de déterminer l'actant (celui qui construit le récit). La deuxième partie aborde la question de l'interaction entre ces nouveaux acteurs et la question de la démocratie en Colombie. En guise de conclusion, nous présenterons une ouverture dans la discussion à propos de la démocratie et ces nouveaux acteurs.

La légitimité dans la construction de l'identité collective

6. Une première idée que nous avancerons ici est que tous les interviewés dans notre recherche ont un fort lien avec la notion du politique. Pour eux l'expérience des FARC est avant tout une expérience dans le politique au-delà des actes de guerre :

« Ma vie révolutionnaire a commencé vers la fin des années 70 du siècle dernier, ... en tant que militant de la Jeunesse Communiste à Urabá Antioqueño ... Je dois dire que lorsque j'ai commencé mon militantisme révolutionnaire, j'avais aucune idée même pas du terme 'politique' et je pense que la plupart des militants de l'époque ont commencé comme ça, sans trop de connaissances... » (Entretien H. C.).

Comme le montre ce passage, l'expérience dans la guérilla commence avant la prise des armes. Il s'agit d'une expérience de vie qui dépasse les limites de la militance armée car elle a ses origines dans la Jeunesse Communiste, qui officiellement était un mouvement social de jeunes adscrits au Parti Communiste Colombien (PCC). Il s'agit d'un commencement qui se maintient dans la durée car après la vie dans la guérilla l'esprit du politique envahit toute la conception et interprétation du monde. Ainsi semble le montrer la présence des références au politique. Pour les membres de cette armée l'activité dans la guérilla semble être « légitime en soi » :

³ A l'intérieur des espaces de communication « *il y a des institutions patentées et d'autres types de structures qui sont moins institutionnelles. Un groupe de jeunes, par exemple, ce n'est pas une institution et, pourtant, c'est bien un espace de communication particulier.* » (Odin et Péquignot, 2017, § 27).

« ... Nous avons toujours parlé dans les FARC, contrairement à ce qui est représenté dans beaucoup d'imaginaires car c'était d'abord une organisation politique, en armes, ce qui était différent, mais ce n'était une organisation des bandits, ni une organisation du crime organisé, rien de tout cela : c'était une organisation, un parti politique en armes » (Entretien L. O.).

Dans les formes de légitimité travaillées par Rosanvallon, la légitimité dérive de la reconnaissance sociale d'un pouvoir mais aussi de l'adéquation à une norme ou à de valeurs (Rosanvallon, 2008, p. 14). En ce sens on peut observer que la construction de la légitimité chez les FARC est brisée de l'intérieur vers l'extérieur. Car à l'intérieur de ces forces armées les membres acquiescent une haute légitimité tandis que d'un point de vue extérieur la société colombienne considère ce soulèvement armé comme illégitime. Il n'y a pas de reconnaissance sociale au sens large, mais à l'intérieur il existe une forte imbrication des valeurs chez les individus qui conforment les FARC.

Comment c'est possible une telle emprise ? Au-delà de la cause justifiée ou non, il existe un processus de construction individuelle qui génère chez ces individus une conviction d'appartenance extraordinaire. Nous avons pu identifier trois moments bien distincts où la trajectoire construit une légitimité de l'action armée. Il s'agit du processus de rupture avec l'ordre institutionnel.

L'entrée en guerre : un dispositif institutionnel qui la rend légitime

7. A l'aide des tableaux élaborés pour reconstruire la trajectoire des interviewés, nous avons observé des similitudes dans leur parcours : Tout commence avec ce que nous avons appelé **entrée dans la « res publicae »**, c'est-à-dire, le réveille pour la politique que ces individus ont éprouvé tout au début de leur trajectoire :

« À 18 ans, ou plus tôt, j'ai commencé à m'impliquer d'abord, puis à m'intéresser au militantisme étudiant car ma vie antérieure était très marquée par l'influence de ma mère et je vivais comme un autre monde, alors je découvre vraiment mon intérêt pour activisme » (Entretien L. O.).

« Pour me lancer dans la Jeunesse Communiste, pour être honnête, je n'en ai aucune idée. Je vous disais déjà que là-bas, dans cette région, la plupart des habitants étaient militants et il n'est guère naturel qu'ils veuillent que leurs enfants s'engagent aussi dans la lutte politique » (Entretien H. C.).

« J'avais des parents qui étaient des communistes, du Parti communiste, qui étaient éducateurs. Je viens d'une famille d'éducateurs. Ma mère était éducatrice, j'ai beaucoup de membres de la famille

qui sont dans l'enseignement. Et certains d'entre eux, au moins trois, étaient des militants, certains du Parti communiste et d'autres je pense qu'ils étaient dans le MOIR » (Entretien Y. A.).

L'entrée dans ce processus collectif armé est un moment de rupture ou de continuité dans la trajectoire de ces jeunes selon le contexte dans lequel l'individu vit. Dans certains cas, ils expriment une différence entre la vie d'après et la « vie antérieure » mais dans d'autres cas c'est un processus « guère naturel » où l'individu est influencé soit par le contexte régional soit par proximité des parents militants. Il s'agit d'un moment de prise de conscience. Dans tous les cas un sujet valorisé émerge sans cesse : Le parti, et plus précisément le PCC. Comme l'exprime un des interviewés :

« ...il était le commandant et fondateur du M 19. Il était aussi dans la Juco [Jeunesse Communiste], il était aussi dans les FARC. Mais je ne suis pas allé au M 19 par pure loyauté politique, car bien sûr, le M avait été, était né des FARC, tous ces projets avaient un parent, qui était le Parti communiste. Déjà, toutes les guérillas d'une manière ou d'une autre, étaient, disons, des filles du Parti communiste » (Entretien Y. A.).

Ce dispositif qui interfère dans le processus de socialisation des jeunes avant de les conduire vers un projet révolutionnaire prend diverses formes : un parti politique, une pensée collective dans l'entourage, des parents proches ou les cercle des camarades. Tous ces espaces de communication ont par élément commun le regard critique et la volonté de changement.

Une formation pour réaffirmer des valeurs

8. Ensuite ces individus ont passé par un processus de *formation* (plus précisément de socialisation formelle) qui obéit à une longue étape d'incorporation et d'affirmation des valeurs. Cela montre qu'il existe une espèce de « morale collective » qui forme ces individus pour préserver des valeurs où ils réinterprètent la notion de « démocratie », « participation politique », « nation » ou encore celle de « État » :

« J'étais très motivé, j'avais fait une école de formation politique en Union Soviétique pendant un an, et ça renforce évidemment le fait d'avoir connu tout le vrai socialisme, on pourrait l'appeler ainsi. Et voyez que c'était une société avec laquelle vous vous êtes plus ou moins, plus ou moins non ! [à laquelle] vous vous êtes pleinement identifié » (Entretien Y. A.).

« Quand j'avais déjà 17 ans, la JUCO m'a envoyé suivre des cours d'Union soviétique à l'école ... et pour pouvoir partir je devais avoir l'autorisation de mon père. Alors je lui mens... Quand il a

découvert que je n'étais pas en Allemagne mais en Union soviétique, c'était à mon tour de lui écrire et de lui expliquer... Quand je suis revenue au lieu de me disputer avec mon père, il s'est intéressé à ce que je lui dise sur l'expérience. Comment était celui de l'Union soviétique ? [Demanda-t-il] C'était un homme conservateur mais c'était un homme cultivé. » (Entretien O. M.).

Ces extraits, choisis parmi beaucoup d'autres, montrent que l'expérience directe joue un rôle fondamental dans l'apprentissage et l'incorporation des valeurs. Dans ces deux cas, les voyages à l'étranger ont apporté d'autres sources d'informations indispensables dans la construction de la morale révolutionnaire. Une morale qui se matérialise par le goût de la lecture et par la pratique des leaders dans la création des nouveaux groupes.

« Je me souviens que c'est très drôle parce que l'un des premiers livres qu'ils nous ont fait lire était le Capital de Marx, nous n'avons pas compris un mot à ce sujet, nous n'avons fait que la lecture et ensuite le collègue nous a donné un contrôle de lecture... Et certains d'entre nous qui s'y intéressaient, nous avons commencé à étudier plus en forme, à demander des conseils et bien, là nous formions, là nous formions des leaderships, mais donc empiriquement » (Entretien H.C.).

Le sacrifice de la militance clandestine ou officielle

9. Le troisième moment est l'engagement et correspond à un seuil d'acceptation du compromis acquis. La militance ou la guerre ne sont plus « idéalisées », comme l'expriment ces deux extraits des entretiens :

« S'impliquer dans une guerre n'est pas facile, c'est une décision assez sérieuse car la guerre est la guerre, la guerre est 'les bombes', c'est l'assaut, c'est le cliquet des mitrailleuses tous les jours, c'est-à-dire un phénomène très fort, un phénomène très fort que vous pouvez (voir), dans une guerre il se peut que vous viviez 6 mois , 2 mois, un an, deux ans, mais une guerre pour la vivre pendant 53 ans n'est pas facile, il n'est même pas facile d'y survivre parce que c'est beaucoup de gens qui meurent, j'ai par exemple vu beaucoup de gens mourir » (Entretien M.G.).

« Ma famille avait des fermes de culture de café, mais j'allais en vacances pendant deux ou trois jours, pas plus. Juste pour te dire que je n'étais pas une personne forte. Mais en plus qu'enfant, j'étais malade, j'ai été pratiquement sans bouger pendant trois ans. J'ai eu herpès dans la jambe droite et ne pouvait pas marcher. Les conditions physiques n'étaient donc pas les meilleures pour partir pour la montagne. » (Entretien O.M.).

Le fait d'évoquer les difficultés de la guerre implique une référence tacite au « sacrifice » qui accompagne l'engagement et la militance effective. En effet, seulement une des interviewées nomme « le sacrifice » qui s'est fait dans la guerre « *par les deux parties en confrontation* »

(Entretien L.O.). Néanmoins, tous les autres font référence à la douleur produite par « les morts » dans la guerre ou des difficultés d'abandonner la vie civile, comme l'exprime Y. A. : « *C'est-à-dire que c'était une chose le manuel de guérilla, ou 'passages de la guerre révolutionnaire de Che Guevara', qui était très, très apologétique, on pourrait dire qu'il pourrait avoir un peu de pamphlet. Mais dans le cas de ces deux livres..., [qui] racontaient tout ce qui était les vicissitudes de la guérilla, du garçon urbain qui s'intègre au FSLN, et traverse toute une série de situations qui font souvent douter du pas que vous avez fait.* » Cela montre que les interviewés veulent témoigner « du choix » de faire de la militance clandestine dans les guérillas en mettant en avant qu'il s'agit « d'un choix individuel » dont ils ont eu conscience.

10. Néanmoins, tous ces choix « individuels » qui par l'argumentation des narrateurs se présente à nos yeux comme des « réalité intrinsèques » lorsqu'un individu réalise son entrée dans la *res publicae*, en vérité obéissent à un fait social. Tous les récits des individus font en effet référence explicite aux cadres de mémoire collective⁴ qui offrent une interprétation du monde en deux sens : en interne, vis-à-vis des massacres commis contre les leaders du parti de gauche Union Patriotique et des assassinats des défenseurs des droits humains depuis les années 1970. En externe, tous les interviewés font des expériences historiques de l'Union Soviétique, Cuba et Nicaragua un cadre de mémoire qui rend légitime leur lutte du fait de l'injustice commise mais aussi des possibilités réelles ou irréelles que cela offrait :

« Un troisième élément est que j'ai considéré que la lutte armée pouvait aider à voir que par la lutte armée nous allions arriver au pouvoir parce que : rappelons que la révolution cubaine venait de triompher, il y avait donc ce que l'on lisait dans les livres, de la révolution russe, de la révolution qui s'est faite dans le camp socialiste, car cela l'enthousiasmait beaucoup, mais je le voyais un peu loin, lointain en ce sens qu'il s'agissait de parties où l'on n'avait même pas la géographie de l'endroit où cela se passait. » (Entretien H.C.).

11. Dans les interviews, la stratégie argumentative qui vise à expliquer et justifier l'entrée dans les FARC se déploie dans une logique qui explique le contexte international et national en lien avec la construction des valeurs et d'une morale qui nourrit leur lutte. Cette « ouverture au monde » est créatrice de sens, mais surtout, de prise de conscience (d'ailleurs elle fonde la désobéissance civile chez Hannah Arendt, 1958) qui ouvre la voie à l'engagement. L'engagement est une forme d'articulation cohérente entre valeurs, conviction et action, il nous situe dans le temps long de ces parcours. Pour tous les interviewés, l'acte de désobéissance vis-à-vis d'un modèle considéré injuste est fondé sur un acte politique. Dans

⁴ J'emprunte cette notion des travaux de Maurice Halbwachs (1994)

tous les interviews, le mot « politique » occupe une place centrale dans la construction du récit. Sur six entretiens, quatre (L.O ; M.G. ; O.L.M. ; Y.A.) expriment la proximité entre le mot FARC et le mot « politique ». Les FARC sont donc fondamentalement un acteur politique par-dessus l'acteur armée⁵. Comme l'exprime le passage suivant :

« ...par exemple, nous, les femmes, ... nous n'entrons pas par les armes, mais nous entrons comme un moyen de nous protéger, mais aussi comme un moyen de garantir de participer à un projet qui pose une solution à long terme à ce que nous vivions » (Entretien V.B.).

Nous avons choisi exprès un passage sans le mot « politique » car ici la référence est tacite : « *participer à un projet qui pose une solution* », ce qui ne peut passer que par l'inspiration d'un projet politique. Dans le cas de deux autres interviewés (H. C. ; V.B.) cette relation avec « le politique » et « la politique » est beaucoup plus centrale que chez leurs camarades. C'est du « politique » que la construction de leurs premiers parcours se détermine, l'un (H.C.) dans un cadre rural et l'autre (V.B.) dans un cadre urbain ; mais à 25 ans d'écart dans leur première étape de prise de conscience.

12. Le sens moral de leur quête, matérialisé dans ce processus triadique de découverte, formation et engagement (qui dans la vie réelle n'est pas aussi lisse) puise fondamentalement dans une disposition *prosociale* développée dans la jeunesse de ces individus :

« J'ai suivi une formation dans un collège de religieuses où l'on enseigne les valeurs religieuses de solidarité, de fraternité, de charité et je crois que ce sont ces valeurs qui, d'une manière ou d'une autre, m'amènent à rechercher une pratique beaucoup plus énergique de défense de ces droits. Je crois que, parce que les bonnes sœurs ne l'ont pas soulevé de cette façon, mais cela combiné avec cette mémoire collective de déplacement forcé, d'assassinats pour être libéral ou conservateur... » (Entretien V.B.).

« Dès notre plus jeune année, nous étions très proches des causes sociales. Et d'autre part, ma mère qui était une femme orpheline dès le jeune âge, parlait aussi beaucoup de la nécessité d'être solidaire et de partager avec les autres. Il y avait donc un environnement de formation à cet égard, c'est pourquoi j'ai été plus attiré par ces espaces. » (Entretien O.L.M.).

Est-ce parce qu'il y a eu conditionnement que le choix armé est fait ? ou parce que l'intégration de normes et des valeurs ont modifié l'intérêt de ces individus ? Ou par détresse comme c'est dit auparavant dans un interview ? Quoi qu'il en soit, le interviewés donnent des

⁵ Thèse que l'État colombien refuse d'accepter.

arguments qui se situent dans le champ lexical de la « justice » vis-à-vis de la situation de violation des droits ou d'absence de vie digne ou dans le champ lexical du besoin :

« ...il était nécessaire que ce peuple joue également un rôle au moment de cette prise de pouvoir » (Entretien L.O.).

« C'étaient des familles très claires politiquement en ce que leurs parents et grands-parents avaient vécu la violence politique dans les années cinquante et qu'il fallait garantir la défense des droits des travailleurs du camp » (Entretien V.B.).

L'argumentaire développé dans ces entretiens pour donner sens à leur parcours exprime le besoin de montrer « en quoi » leur décision était légitime, et comme cela a construit le mouvement armé qui est rentré dans le processus de paix avec l'État colombien.

Nouveaux acteurs : nouvelle économie morale dans la démocratie colombienne

13. La définition de démocratie proposée par Rosanvallon (cf. § 2) pointe le consentement de « tous » pour le respect de « chacun ». En ce sens, nous observons la proximité avec les postulats de John Locke, pour qui il est impossible de « soumettre » les individus si ce n'est pas par « convention » et volonté d'appartenance à une communauté⁶. Ce qui devrait conduire à la construction d'un « gouvernement » et par là, à un « corps politique » :

« Quand un certain nombre de personnes sont convenues ainsi de former une communauté et un gouvernement, ils sont par là en même temps incorporés, et composent un seul corps politique, dans lequel le plus grand nombre a droit de conclure et d'agir » (Locke, 1690, p. 63).

14. En ce sens, la signature des accords de paix entre les FARC-EP et le gouvernement colombien en constitue l'instant du consentement manifesté par lequel le groupe armé « soumet » sa volonté et rentre dans le corps politique national. Cette entrée s'exprime dans leur acceptation des institutions ainsi que de l'ordre établi par les pouvoirs publics. Mais comme la démocratie est à la fois « une promesse » et un « problème » (Rosanvallon, 2006, p. 10) l'entrée en démocratie a signifié pour les FARC-EP le tracas du refoulement du peuple colombien (ou des élites colombiennes)⁷. Par ce refoulement, il n'y a ni consensus ni volonté générale pour que

⁶ « Les hommes, ainsi qu'il a été dit, étant tous naturellement libres, égaux et indépendants, nul ne peut être tiré de cet état, et être soumis au pouvoir politique d'autrui, sans son propre consentement, par lequel il peut convenir, avec d'autres hommes, de se joindre et s'unir en société pour leur conservation, pour leur sûreté mutuelle, pour la tranquillité de leur vie... » (Locke,

⁷ Article : Aporóforicos, José Fernando Isaza, éditorialiste journal *El Espectador*, Colombie, 10 juin 2021.

l'ancienne guérilla rentre dans le corps politique et encore moins qu'elle fasse partie des institutions, comme ce serait le cas du Parti des Communs.

15. Le lieu occupé par les anciens combattants ne prendra donc pas plus qu'une place formelle dans une Démocratie Institutionnelle⁸ où l'aspiration de la volonté générale (démocratie) interagirait avec l'établissement d'un certain ordre (institutionnel) qui gouvernerait sur la volonté des individus du corps politique. Ceci parce que le Parti des Communs dorénavant fait partie du paysage politique colombien et de ses organes institutionnels, mais cela reste une formalité contre laquelle ils ont encore beaucoup de difficultés à faire face. Car ils ne sont pas entendus, leurs propositions ne sont pas débattues et les attaques subies venant du parti officiel sont des plus accrues ; ceci, étant donné que le stigma est scellé par les récurrentes accusations des « criminels » dont ils font l'objet⁹. En lien avec cette situation, les interviewés manifestent leur difficulté à concevoir l'existence d'une vraie démocratie fondée par l'ordre institutionnel :

« Nous sommes dans une situation beaucoup plus compliquée parce qu'auparavant la violence avait une structuration..., c'est-à-dire que les violences, avant les accords des FARC, étaient plus ou moins délimitées et organisées, que les forces étaient connues par leur existence, la capacité qu'elles avaient, quels objectifs elles avaient, et comment elles exerçaient leur violence politique ou une violence strictement économique. Mais maintenant, après les accords avec la sortie des FARC des territoires, il y a une atomisation » (Entretien Y. A.).

Dans d'autre cas, la démocratie et la participation citoyenne n'en demeurent qu'un souhait inaccompli ou un lieu d'avenir :

« L'a paix est un processus en construction, c'est un processus en construction collective dans un stade social et économique auquel nous nous dirigeons, vers lequel nous voulons projeter toute notre force, nos énergies, nos connaissances et nos valeurs. Pour nous, la paix est la santé, c'est de l'éducation, c'est du logement, c'est la terre pour le paysan, c'est-à-dire la réforme agraire, pour nous la paix est une démocratie efficace, une véritable démocratie, pas une démocratie de façade, une démocratie restreinte comme celle qui se passe dans notre pays où les dirigeants sociaux sont assassinés. Pour nous, la paix est un logement décent, c'est une réforme du travail, une réforme du travail qui garantit aux Colombiens un emploi décent et bien rémunéré. » (Entretien M. G.).

16. Dans le rapport établi entre la société colombienne et le parti des Communs une chose est brisée. Tandis que pour les uns, les anciens combattants ne seront jamais « dignes » de confiance, pour les autres (ces mêmes combattants), la démocratie colombienne aura quelque

⁸ Nous sommes conscients que cette formule est un oxymore.

⁹ Article : "Paloma Valencia les pidió renunciar a los congresistas de FARC imputados por secuestros", Revue *Semana*, Nation, 28 Janvier 2021.

chose de faux. C'est pourquoi les FARC entrent dans un espace politique qui n'a pas ou qui n'a guère de légitimité. C'est en quelque sorte une démocratie institutionnelle qui n'est pas complètement reconnue à leurs yeux. Il faut rappeler que pour les six interviewés, le politique est en lien direct avec l'histoire des FARC, ce ne sont pas que des actes de guerre ce dont on doit tenir compte. Comme le montrent nos analyses : les mots « paix » et « politique » sont proches dans le discours des quatre des interviewés (M.G. ; L. O. ; V.B. ; H.C.), par exemple :

« Depuis lors, la paix était précisément d'assurer des solutions structurelles à ce qui était vécu depuis toujours et qui était des politiques défavorables, des politiques d'exclusion, qui ne profitent qu'à une élite, à un secteur de la société mais qui creusent et aggravent les écarts d'inégalité ».
(Entretien V.B.).

et parfois, la paix rompt même l'unité politique des FARC :

« Eh bien, je pense que c'est plus difficile que de faire la guerre faire la paix... et l'arrivée a été, je pense, beaucoup plus difficile pour nous, en fait nous avons été très fracturés, l'arrivée de la paix a fait ce qui ne s'est pas passé dans la guerre, je pense que la guerre nous rendait plus unis, tandis que la paix nous a fracturés..., » (Entretien L.O.).

Même si cela continue d'être un rêve (donc dans un champ lexical positif).

« C'est pourquoi, pour moi la paix est d'avoir certainement l'accès à une éducation... une éducation de qualité, parce qu'en outre, c'était un grand rêve...mon grand rêve à moi,... qui suis, fille de deux parents qui n'avaient que l'école primaire, mon grand rêve était d'être une professionnelle et d'être en mesure de garantir à ma famille le bien-être, la santé, etc. » (Entretien V.B.).

17. Ce sont en conséquence de nouveaux acteurs, toujours considérés par les secteurs les plus conservateurs comme « des acteurs de guerre » mais qui, et quoi qu'il en soit, s'insèrent dans la vie politique en tant qu'acteurs politiques et non militaires. Les anciens combattants des FARC émergent avec un récit du passé qu'ils comptent faire entendre dans la scène politique. C'est ici où nous observons une mise en opération de leur « économie morale ». Car la question des ressources auxquelles la guerre les menait n'est pas la même en temps de guerre qu'en temps de « paix » et c'est de même en ce qui concerne la question sur les moyens d'entrée dans l'ordre institutionnel. Nous pouvons pointer dans cette analyse au moins deux types des ressources organisées dans l'espace d'économie morale du groupe : **une nouvelle interprétation du récit historique et la question des victimes du conflit**. En effet, nous considérons les économies morales comme un réseau de valeurs saturées d'affects à partir

desquels on peut expliquer « l'indignation » ou rendre des justificatifs pour la mobilisation collective (I. Melliti et L. Le Pape, 2018). Par exemple, des valeurs comme la justice ou la démocratie apparaissent comme des entités négatives : « *un pays où il n'y a pas de démocratie* » ou inachevées « *démocratie avec justice sociale...sans violence paramilitaire* » (Entretien M.G. p. 23, 25) ; « *nous ne parlons de paix sans adjectifs, mais de paix avec justice sociale* » (Entretien O.L.M.). Un autre sujet qui apparaît fréquemment dans les discours des interviewés est « le peuple ». Il est représenté comme le sujet à qui revient le pouvoir et le sacrifice :

« ...construire un État différent, c'est pourquoi on parlait de la prise du pouvoir du peuple pour le peuple, et on disait que les FARC étaient l'armée du peuple, mais qu'il fallait que ce peuple joue aussi un rôle au moment de cette prise du pouvoir ». (Entretien L.O.).

« ...héros il n'y a pas, nous avons des patriotes, des gens avec un sens du peuple et avec un sens de la patrie qui avons sacrifié nos vies pour le changement social ». (Entretien M.G.).

Toutes ces notions : « démocratie », « vie », « paix », « peuple », « justice », etc. ont une dimension politique marquée par une affectivité. Des désirs, des motivations de lutte, car elles sont directement liées au territoire, au passé épique et à l'expérience de vie et d'engagement de ces individus. Et c'est en fonction de ces valeurs que les anciens combattants comptent développer *une nouvelle interprétation* du récit historique et de la définition des *victimes* du conflit colombien.

18. La paix reste une possibilité où la société colombienne rentrerait dans la « normalité de l'ordre » et dans la reconnaissance de la violence politique. Ceci semble être le but principal de l'action politique du parti des Communs : faire reconnaître la responsabilité d'État dans la violence subie. C'est en cela que se constitue une nouvelle interprétation du récit historique :

« il y a un État qui doit répondre en premier lieu, nous ne pouvons pas lui soustraire cette responsabilité d'État, par exemple, en matière de protection des droits de l'homme de la population. Celui, qui n'a pas protégé et qui a marginalisé la population, qui a soumis à la pauvreté et à la misère la population. C'est l'État qui a poussé la population à la guerre » (Entretien L.O.).

« ...alors nous, ce que nous réclamons aussi, c'est que ceux qui ont été impliqués dans ces crimes [aillent en justice], car ils doivent aussi comparaître devant cette figure juridique qui a été créée avec les accords, mais l'État, soit le gouvernement reste déterminé à ne pas le faire, soit au moins essayer de le minimiser ». (Entretien H.C.).

Lorsque les interviewés dénoncent la responsabilité de l'État, ils dénoncent « les vrais fondements » particuliers et collectifs, qui ont généré la guerre. Ce serait l'exclusion sociale : « *Disons donc aussi qu'au milieu de tout cela, la pauvreté, la misère, car ce sont aussi des éléments qui ont contribué à la prise de décision [pour aller à la guerre]* » (H.C.), la pauvreté : « *...un soldat qui va dans l'armée, non pas par conviction, mais qui part parce qu'il n'a tout simplement plus de sorties face à son exclusion et à sa pauvreté et qu'il est payé d'un salaire* » (L.O.), mais aussi de la notion de justice. Car parmi nos interviewés, au moins deux ont fait le choix de la rébellion non pas par pression des conditions sociales mais surtout par conviction idéologique nourrie par un mécanisme d'ordre prosocial :

« Qu'est-ce qui intéresse un paysan ? : qu'on lui remette sa terre, point ! ou quelqu'un qui n'a ni problèmes ni soucis économiques, il veut que le nom de son père ou de sa mère assassinée en toute impunité soit restauré. Alors là, ce qu'il ressemble est en quelque sorte, de blanchir le nom de ces gens. D'autres veulent simplement construire des monuments, des monuments qui peuvent servir de guides, de repères pour les nouvelles générations. » (Entretien Y.A.)

19. Un deuxième élément stratégique dans l'économie morale déployée par les anciennes FARC est la question des victimes. Dans nos entretiens il y a au moins quarante-trois références aux victimes. Lorsqu'ils font référence à ce substantif, les mots « réconciliation », « reconnaissance », « héros » et « vérité » marquent le désir de réinterpréter le récit (par rapport à la vérité officielle) mais surtout d'avoir accès à la reconnaissance de leur identité individuelle. Par exemple, dans la définition des « héros » un interviewé a fait allusion explicite du rapport existant entre le récit officiel et la vérité sur le conflit :

« ...c'est que parce qu'ils ont tout le pouvoir économique et les médias en leur faveur, qu'alors ils se présentent comme des héros [Les militaires] tous les jours et les gens pensent qu'ils sont vraiment des héros, mais là il y a le problème à savoir : comment nous transmettons ce message à la société quand il n'y a pas de démocratie. » (Entretien Y.A.)

Les interviewés tiennent donc compte du rôle que des médias ont joué pendant le conflit. Par ailleurs, nous savons aujourd'hui qu'il y a un rapport direct entre l'identité sociale des victimes et leur reconnaissance en tant que « victimes du conflit » (Herrera, 2021). Ce n'est pas un problème uniquement du traitement de l'information et de l'événement donné par les médias ; mais aussi un problème de la culture politique et du traitement que la société colombienne a donné à la reconnaissance des victimes. C'est pourquoi il s'agit d'un enjeu majeur, comme le dit un des interviewés :

« il y a des victimes, il y a des victimes d'État, parce qu'une étude réalisée par le Centre de mémoire historique qui était dans le cadre des accords de paix a déterminé que 85% des victimes étaient des victimes d'État, que 15% étaient des paramilitaires, que 3% étaient des Farc, de la guérilla » (Entretien M.G.)

Ce récit, qui pointe la responsabilité de l'État en termes de chiffres (avec ceux-là l'interviewé nous signale que l'État est le premier responsable dans les crimes commis) et avec lequel les anciens combattants interviewés indiquent que le défi majeur est de convaincre la société nationale et internationale en ce qu'ils ne sont pas des criminels ou de guerriers. Car pour eux, ils sont avant tout des acteurs politiques victimes de l'État. C'est donc une zone grise¹⁰ qui s'installe dans la définition de l'identité des victimes, car ils peuvent être à la fois bourreaux et victimes :

« ...vous pouvez être victime et bourreau à la fois..., si j'ai fait une attaque ... Et des situations se sont produites, ou soudain dans un affrontement avec des militaires dans une embuscade des militaires sont morts, etc. Bien sûr, je suis un bourreau, j'ai organisé une embuscade, 3 ou 4 personnes sont mortes, nos gens sont morts aussi. Mais quand je tombe en prison, je suis aussi victime du système. Parce que, par rapport à toute la question liée à ma liberté, j'ai été manipulé de manière si arbitraire » (Entretien Y.A.)

En guise de conclusion

20. Nous avons vu comment par le discours, ces combattants interviewés fournissent un effort pour monter que leur lutte est légitime. Elle a une origine basée sur la violence car ils montrent bien que même les partis officiels d'opposition se sont fait massacrer par l'État (c'est le cas des partis UP M-19, PC et EPL parmi beaucoup d'autres) et que cela a donné un argument aux militant.e.s des FARC pour rejoindre leur rangs. En effet, cela semble être aussi un des problèmes que les signataires des accords de paix doivent affronter : en Colombie seulement en 2021 il y a eu 55 massacres et 99 leaders sociaux ont été assassiné.e.s¹¹, au 27 juillet 2021¹² au moins 280 ancien.ne.s membres des FARC ont été aussi assassiné.e.s.
21. Si l'on tient compte de l'économie morale, donc des efforts dans la mobilisation des moyens en lien avec leur système des valeurs, nous avons observé que les discours des membres du PC restent dans le champ social des droits humains. La contradiction entre le discours et la pratique est flagrante si l'on observe la vie militaire. Mais il est vrai qu'en tant qu'acteurs de

¹⁰ Cette notion je l'emprunte à Primo Levi (1986)

¹¹ Statistiques au 19 juillet 2021. <http://www.indepaz.org.co>

¹² Téléjournal CM&, émission centrale, 26 juillet 2021.

la vie politique qui rentrent dans l'ordre, il semblerait qu'ils respectent leurs engagements. Ce qui est décrié par les partis officiels et les groupes d'extrême droite qui mobilisent un discours qui stigmatise leur processus afin de détruire leur légitimité politique.

22. Avec ces entretiens il est possible d'observer ces trois seuils du processus de militance : la découverte, la formation et l'engagement qu'étaient des paliers vécus pour tou.te.s. C'est en soit, dans sa mise en opération discursive, une stratégie de légitimation du fait que les membres interviewés montrent en parlant de ceci le sens de « justice » et du « besoin » de leur lutte. C'est pourquoi d'après leur système des valeurs ils sont prêts à affronter les difficultés du système des partis colombien. Et aspirent ainsi à se faire accepter dans la communauté politique.
23. Nous pensons qu'une démocratie avec tant de difficultés, telle que la colombienne, ne restera pas immuable au fait que des acteurs avec une telle histoire se sont inscrits dans un processus formel d'ordre. La vision du monde des anciens membres des FARC, leur connaissance sur d'autres modèles de société, leur acceptation de la démocratie et leur souhait de paix finiront pour donner des éléments à la société colombienne afin d'élargir sa démocratie restreinte.

Bibliographie

Arendt, Hannah. (1958) *The human condition*, University of Chicago Press, USA.

Halbwachs, Maurice. (1994). *Les Cadres Sociaux de la Mémoire*. Bibliothèque de l'Évolution de l'Humanité. Édition Albin Michel. Paris

Becker, Howard S. (2002) *Les ficelles du métier, comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Editions La découverte, Paris.

Butler, Judith. *Le pouvoir des mots. Discours de haine et politique du performatif* [1997], Paris, éditions Amsterdam, 2008.

Herrera, Gauthier Alexandre. (2021). Nombrar las víctimas de Estado, la construcción discursiva de la prensa escrita. En: Revista Colombiana de sociología, Universidad Nacional de Colombia, Vol. 44, n°1 sede Bogotá, pp. 169-194.

Levi, Primo. (1986). *Les naufragés et les rescapés -quarante ans après Auschwitz*, traduit de l'italien par André Maugé, Collections arcade, Gallimard, Saint-Amand.

Odin, Roger. (2011). *Les espaces de communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. La communication en plus.

Rosanvallon, Pierre. (2006). *La contre-démocratie -La politique à l'âge de la défiance*. Éditions du seuil.

Rosanvallon, Pierre. (2008). *La légitimité démocratique -Impartialité, réflexivité, proximité*, Éditions du Seuil, Paris VI.

Références électronique

Roger Odin et Julien Péquignot, « De la sémiologie à la sémio-pragmatique, du texte aux espaces mentaux de communication », Communiquer [En ligne], 20 | 2017, mis en ligne le 30 septembre 2017, consulté le 18 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/2296> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communiquer.2296>

Locke, John. (1690). *Traité du gouvernement civil*, (Traduction française de David Mazel en 1795) à partir de la 5^e édition de Londres en 1725. Bibliothèque électronique : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Imed Melliti et Loïc Le Pape, « Introduction au dossier : Économies morales », L'Année du Maghreb [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 18 juin 2018, consulté le 26 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/3394> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.3394>